

12- Ici n'est guère le lieu de s'étaler sur cette réforme des services de renseignement. Il n'est pas question de prêter main-forte à ceux qui pourraient s'en saisir comme prétexte pour tenter de mettre à terre d'anciens chefs ou compagnons auxquels me lie une proximité affective que je ne renie point. Indéniablement, au gré de la lutte contre le terrorisme, les services de renseignement algériens ont drainé des brebis galeuses, sinon une piétaille de «mokhaznis» qui sont loin d'être représentatifs des états de services de la communauté historique du renseignement. Guidés par l'amour de la patrie et le souci de l'intérêt public, mes compagnons, dans leur immense majorité, se sont acquittés, honorablement, de leur devoir.

13- Il me faut me prononcer sur l'appréciation que je retiens du chef de services de renseignement, le général Mediene Mohamed, puisque j'ai, longtemps, exercé sous son commandement. Durant ma présence au sein de l'institution et même après, je n'ai jamais eu à le prendre en défaut par rapport à son patriotisme ou à son intégrité. Jusqu'à plus ample informé, je m'en tiens à ce constat. Je souhaite, néanmoins, illustrer par un témoignage direct l'appréciation que je livre à ce propos. Bien des divergences de vues m'ont opposé au général Mediene Mohamed en ce temps-là. Je contestais, notamment, au sens stratégique du terme, la conception prévalant quant au mode de fonctionnement des services de renseignement ainsi que la finalité de leur mission. J'apportais au général Mediene Mohamed la contradiction avec une impertinence qui confinait à l'indiscipline. Jamais, pourtant, il ne prit de sanction disciplinaire à mon égard, faisant preuve, au contraire, d'une exceptionnelle faculté d'absorption des chocs. C'est à ma seule

insistance, d'ailleurs, qu'il fut accédé à ma demande de mise à la retraite. Cet épisode est rapporté pour souligner combien, à l'instar de ceux qui connaissent de près le général Mediene Mohamed, je me suis gaussé en lisant l'adresse que Hocine Malti — probablement de bonne foi — avait publiée sous le titre tapageur de «Rab Dzaïr !» (Le Dieu de l'Algérie !). Un statut dont l'officier général en question se serait prévalu. L'actuel chef des services de renseignement, au comportement sobre, est d'un tempérament réservé qui ne le prédispose pas à de tels extrêmes.

Il est presque pudique avec, comme défense, un abord distant. Personnellement, durant toutes les décennies où je l'ai côtoyé, jamais je ne l'ai entendu élever la voix ou proférer quelque insanité.

14- Pour illustrer, par ailleurs, l'intégrité dont je crédite cet officier général, je garde en mémoire le comportement rigide qui est le sien vis-à-vis de sa famille qu'il tient à l'écart, absolument, des affaires publiques. Sur ce registre, il me revient à l'esprit l'hostilité farouche qu'il avait manifesté vis-à-vis de Khalifa Abdelmoumen, lorsque celui-ci, enivré par son épopée aventureuse, se livrait à des approches à l'endroit de cadres des services de renseignement et même du propre fils du chef de cesdits services. Convoqué à deux reprises par les services du DRS, Khalifa Abdelmoumen fut, dans un cadre réglementaire, auditionné non sans se voir signifier une sévère mise en garde.

15- Dans mon esprit, patriotisme et souci de préserver la souveraineté nationale sont indissociables. A ce sujet, j'avais été frappé par la vigilance, poussée à son extrême, dont le général Mediene Mohamed faisait preuve s'agissant des



Mohamed Mediene dit «Toufik».

contacts tissés par des cadres du DRS avec leurs homologues étrangers. Il admettait les impératifs d'une coopération axée sur le volet sécuritaire et la lutte contre le terrorisme. Il se souciait, au plus haut point, en contrepartie que la coopération ne débouche pas sur une imbrication de caractère stratégique, pouvant comporter une altération de la souveraineté nationale. Ce souci d'autonomie dans la décision nationale visait à préserver, en dernier ressort, les intérêts de l'Algérie. Cet état d'esprit l'avait conduit — alors qu'il était seulement en charge de la sécurité de l'armée — à s'opposer résolument à une tentative de collaboration entre services de renseignement algériens et américains

ayant pour cible le régime du colonel El Kadhafi. Plus près de nous, les observateurs attentifs devraient pouvoir déduire que ce sont les services de renseignement — plus que toute autre partie — qui ont convaincu le président

de la République d'abroger, de pousser à l'abrogation de cette fameuse loi sur les hydrocarbures conçue par Chakib Khelil dans l'intention d'entraîner, à terme rapproché, la privatisation de Sonatrach.

16- Par-delà ce portrait élogieux, des divergences de vues essentielles continuent de m'opposer à cet officier général s'agissant de l'appréciation des situations et des hommes. A contre-courant des idées reçues, je suis convaincu que le général Mediene Mohamed n'est pas opposé à une candidature de Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat. Ce n'est ni dans sa nature ni dans son tempérament de nourrir des états d'âme pouvant le pousser à contrevenir aux règles de la discipline militaire.

Ses charges de chef des services de renseignement pourraient, cependant, l'avoir conduit, par esprit de loyauté et non de confrontation, à recommander au président de la République un assainissement de son entourage, voire un aménagement indispensable des règles de gouvernance publique.

Indépendamment de l'étendue des malversations commises à titre individuel, il est vraisemblable que les enquêtes sur la grande corruption ont permis la mise en évidence de graves dysfonctionnements du système, notamment, l'absence de mécanismes adéquats de contrôle politique et administratif. Ne disposant pas de preuves irréfragables sur le sujet, je suis enclin, néanmoins, à imaginer que le général Mediene Mohamed a pu émettre, à l'intention du chef de l'Etat, des recommandations en ce sens. Il n'est pas improbable qu'une telle initiative soit à l'origine des difficultés que connaît, actuellement, le



Abdelaziz Bouteflika.

général Mediene Mohamed.

17- Revenons au quatrième mandat. Je suis, évidemment, aux antipodes du positionnement du chef des services de renseignement sur la question. Je dresse, en effet, un diagnostic sombre, sans concession, du règne de Abdelaziz Bouteflika. J'affirme cependant ne pas nourrir d'animosité personnelle à son égard, je lui souhaite, au contraire, une sortie honorable qui lui permette de se consacrer à sa guérison. S'agissant, toutefois, de l'entourage du chef de l'Etat, je ne suis pas du tout animé par le même état d'esprit. Les membres de cet entourage, responsables prévaricateurs ou «baltagua» de l'économie, sont comptables de l'état des lieux : délitement de l'Etat, dégradation des mœurs et gaspillage des ressources nationales.

Le prochain scrutin présidentiel, à l'issue évidente, ne me paraît pas constituer un véritable enjeu. C'est le système, dans sa globalité, qui est en cause. Gageons que ce système sera mis à rude épreuve après l'élection présidentielle.

18- N'occultons pas, pour autant, le poids de l'influence étrangère sur le cours des événements en Algérie. Surtout lorsqu'il s'agit du thème spécifique des services de renseignement. Nonobstant l'intérêt à bénéficier du concours de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans la région maghrébine, des parties étrangères peuvent-elles avoir à gagner dans la déstabilisation des services des renseignements algériens ? Oui, si l'intérêt stratégique consiste à s'infiltrer au

cœur du processus de prise de décision pour infléchir les axes de la politique économique, sécuritaire et diplomatique de l'Algérie. Pour atteindre cet objectif, il faut, évidemment priver l'Algérie de son immunité de défense. La France — du moins des cercles de décision et d'influence français, le Maroc — pour des considérations évidentes de rivalité régionale — et Israël — dans le sillage des néoconservateurs américains lorsqu'ils étaient au pouvoir — ont mis en pratique la théorie du «chaos constructeur» — ont intérêt à l'affaiblissement de l'Algérie, en affaiblissant son dispositif d'intelligence et de contre-intelligence. Je ne disculpe pas, pour autant, les Etats-Unis d'Amérique dont l'intérêt pour l'Algérie se manifeste sur un autre registre.

L'intérêt de cette superpuissance est focalisé, certes, sur le rôle que notre pays peut jouer au profit de la stabilité du Sahel et de la région maghrébine. L'objectif stra-

tégique que visent les Etats-Unis d'Amérique consiste à impliquer l'Algérie dans un mécanisme de sécurité régional soumis à leur contrôle. Une telle démarche s'inscrit, forcément, dans la durée. Dans l'intervalle, les Etats-Unis d'Amérique accepteront-ils de s'accommoder d'une démarche aventureuse consistant à «jeter le bébé avec l'eau du bain». Ce n'est pas de la paranoïa, tout juste une déduction empirique qui reste à valider. Il est difficile de s'étendre sur cette question dans le cadre limité de cette réflexion. Il n'est pas sans pertinence, néanmoins, de s'interroger, sans complexe, sur les attaches à l'étranger de ceux qui, attaquant sans discernement les services de renseignement, s'appliquent à priver le pays de son immunité de défense.

19- Cet appel serait incomplet si, pour affiner le témoignage, il n'était pas fait état de l'attachement viscéral du chef des services de renseignement au parti du FLN, sans doute un attachement sentimental plus que politique. Sur le registre politique, justement, à l'initiative des instances politiques légales du pays, il a combattu le principe de l'alliance stratégique du FLN avec le Front islamique du salut que défendait le regretté Abdelhamid Mehri. Mais l'équation de l'alliance avec le FIS n'étant plus d'actualité — du moins pas avec la même acuité —, la tâche de l'heure aurait dû consister en la régénération du FLN pour qu'il se réconcilie avec le temps et la société. Le tour des événements pris au sein du FLN s'oriente vers une autre issue, sombre en tout état de cause.

Le général Mediene Mohamed doit souffrir, secrètement, de cette descente aux enfers d'un parti qui lui est proche. Est-il besoin de souligner que sa peine doit être encore plus grande de savoir que les coups qui lui sont assénés proviennent de la direction du FLN, peu importe qu'elle soit légitime ou pas.

20- Pour qu'il accède à la sortie honorable que je lui recommande, le chef de l'Etat doit marquer son retrait volontaire de la scène politique par des mesures courageuses — par des actes pas des paroles — qui garantissent la cohésion de l'institution militaire. Cette cohésion semble devoir être mise à rude épreuve. Le président de la République favoriserait cette cohésion s'il revenait à une répartition plus équilibrée des pouvoirs au sein du ministère de la Défense nationale.

L'exercice des responsabilités politiques doit être, en particulier, dissocié des charges opérationnelles. La tutelle des services de renseignement devrait relever du chef de l'Etat, puisque nous sommes, quasiment, dans le régime présidentiel.

A l'évidence, Abdelaziz Bouteflika et le cercle environnant entendent disposer, dans la conjoncture présente d'un bras armé. Qu'ils aient donc à l'esprit ce principe de bonne gouvernance qui dispose que la concentration

excessive de pouvoir est toujours nuisible. Si Abdelaziz Bouteflika, soucieux de son empreinte sur l'histoire, ne souhaite pas assumer l'issue fatale d'une perte de cohésion de l'armée, j'en appelle à sa raison pour qu'il rétablisse une gestion conforme de ses deux composantes, l'institution militaire et l'institution sécuritaire. J'en formule le vœu, sans nourrir trop d'illusion.

M. C. M.